

Dialogues Stratégiques

- Monde polycentré : l'enchevêtrement dans les nouvelles relations internationales
- L'Atlantique euro-africain : quel rôle pour ce corridor dans la coopération entre les deux continents ?

Octobre 2024

Volume
XVI

Dialogues Stratégiques

**Monde polycentré : l'enchevêtrement dans les
nouvelles relations internationales**

**L'Atlantique euro-africain : quel rôle pour ce
corridor dans la coopération entre les deux
continents ?**

Auteurs :

Abdelhak Bassou
Eugène Berg
Dominique Bocquet
Mounia Boucetta
Pascal Chaigneau
Thierry Garcin
Jeremy Ghez
Jacques Gravereau
Mohammed Loulichki
Fathallah Oualalou
Alain Oudot de Dainville
Florent Parmentier
Anne-Sophie Raujol
Oussama Tayebi
Henri Louis Védie
Emmanuel Véron

Coordination de l'ouvrage

Driss Alaoui Belghiti

Dialogues Stratégiques

- Monde polycentré : l'enchevêtrement dans les nouvelles relations internationales
- L'Atlantique euro-africain : quel rôle pour ce corridor dans la coopération entre les deux continents ?

Copyright © 2024 par HEC Center for Geopolitics et Policy Center for the New South. Tous droits réservés. Aucun élément de cet ouvrage ne peut être reproduit, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse des éditeurs et propriétaires. Les vues exprimées ici sont celles des auteurs et ne doivent pas être attribuées à HEC Center for Geopolitics ou au Policy Center for the New South.

Coordination de l'ouvrage

Driss Alaoui Belghiti, Spécialiste en Relations Internationales, Policy Center for the New South

Mise en page

Youssef Ait El Kadi, Senior Graphic Designer, Policy Center for the New South

Contact :

HEC Center for Geopolitics

HEC Paris - 1, rue de la Libération
78351 Jouy en Josas Cedex
Tél : +33 1 39 56 76 88
Email : mercier@hec-crc.fr
Website : www.hec.fr

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University
Rabat, Maroc.
Tél : +212 537 54 04 04
Email : contact@policycenter.ma
Website : www.policycenter.ma

Dépôt Légal : 2024MO4546

ISBN : 978-9920-633-40-6

Table des matières

Liste des auteurs	7
Liste des abréviations.....	8
A propos d’HEC Center for Geopolitics	10
A propos du Policy Center for the New South.....	11
Résumés	13

PARTIE I : MONDE POLYCENTRÉ : L’ENCHEVÊTREMENT DANS LES NOUVELLES RELATIONS INTERNATIONALES..... 23

Introduction : D’un monde multipolaire à une mondialisation fragmentée..... 25

Pascal Chaigneau

I. GUERRE ET PAIX DANS UN MONDE POLYCENTRÉ.....27

Le sommet de l’avenir, revitalisation du multilatéralisme ou résignation au statut quo ?27

Mohammed Loulichki

Le « Nouvel agenda pour la paix » et les tentatives de modernisation des cadres multilatéraux de gestion et de prévention des conflits 43

Oussama Tayebi

Les classes moyennes américaines s’invitent dans la mondialisation 59

Jeremy Ghez

Velléités d’empires et abcès de fixation : Les cas de l’Ukraine, de l’Arménie, du Cachemire et de Taïwan 67

Jacques Gravereau

II. LE SUD, LES PUISSANCES ÉMERGENTES ET LA VOIE VERS UN NOUVEL ORDRE MONDIAL 83

La Russie, accoucheuse d’un monde polycentrique ?..... 83

Florent Parmentier

Le nouveau rôle des pays intermédiaires 91

Thierry Garcin

Le Sud (global) n’est plus le Tiers-monde 99

Fathallah Oualaalou

Que reste-t-il de l'ordre libéral du monde ?109

Dominique Bocquet

PARTIE II : L'ATLANTIQUE EURO-AFRICAINE : QUEL RÔLE POUR CE CORRIDOR DANS LA COOPÉRATION ENTRE LES DEUX CONTINENTS ? 125

Introduction : L'Atlantique au secours de la Méditerranée dans les relations euro-africaines.....127

Abdelhak Bassou

I. GÉOPOLITIQUE DE L'ATLANTIQUE EURO-AFRICAINE..... 137

Le corridor euro-africain, enjeux stratégiques et sécuritaires 137

Amiral Alain Oudot de Dainville

Hydrocarbures, renouvelables et hydrogène : Avenir prometteur du corridor atlantique 145

Eugène Berg

L'Atlantique euro-africain : à la recherche de voies innovées pour un partenariat euro-africain viable 153

Mounia Boucetta

II. POTENTIELS ÉCONOMICOPOLITIQUES DE L'ATLANTIQUE EURO-AFRICAINE ..169

Le minier comme renouveau de la coopération Afrique-UE169

Anne-Sophie Raujol

Pêche et ressources halieutiques : atouts, géopolitique et défis pour l'axe euro-africain177

Emmanuel Véron

Atlantique-Méditerranée : Un corridor historique et résilient 187

Henri-Louis Vedie

Un 3+3 euro-africain en Atlantique : Renforcer le 5+5 méditerranéen 197

Abdelhak Bassou

Liste des auteurs

- **Abdelhak Bassou**, Senior Fellow, Policy Center for the New South.
- **Eugène Berg**, Ancien Ambassadeur et Chercheur, Centre HEC de Géopolitique.
- **Dominique Bocquet**, Senior Fellow, Policy Center for the New South.
- **Mounia Boucetta**, Senior Fellow, Policy Center for the New South.
- **Pascal Chaigneau**, Directeur, Centre HEC de Géopolitique.
- **Thierry Garcin**, Chercheur associé, Centre HEC de Géopolitique.
- **Jeremy Ghez**, Chercheur, Centre HEC de Géopolitique.
- **Jacques Gravereau**, Président d'honneur, HEC Eurasia Institute.
- **Mohammed Loulichki**, Senior Fellow, Policy Center for the New South.
- **Fathallah Oualalou**, Senior Fellow, Policy Center for the New South.
- **Alain Oudot de Dainville**, Ancien Chef d'Etat-Major de la Marine, Chercheur associé, Centre HEC de Géopolitique.
- **Florent Parmentier**, Chercheur associé, Centre HEC de Géopolitique.
- **Anne-Sophie Rajol**, Chercheuse, Centre HEC de Géopolitique.
- **Oussama Tayebi**, Chercheur, Policy Center for the New South.
- **Henri Louis Védie**, Senior Fellow, Policy Center for the New South.
- **Emmanuel Véron**, Chercheur associé, Centre HEC de Géopolitique.

Liste des abréviations

ACE	Africa Coast to Europe
ADNOC	Abu Dhabi National Oil Company
AES	Alliance des Etats du Sahel
AIEA	Agence Internationale de l'énergie atomique
AIS	Automatic Identification Systems
AME	Afrique Méditerranée Europe
ANCAEM	Autorité Nationale Chargée de l'Action de l'Etat en Mer (Bénin)
APE	Accords de Partenariat Euro-Méditerranéen
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
AUKUS	Australia United Kingdom United States
BASIC	Brésil Afrique du Sud Inde Chine
BM	Banque Mondiale
BPO	Business Process Outsourcing
BRI	Belt and Road Initiative
BRICS	Brésil Russie Inde Chine Afrique du Sud
CCP	Commission de Consolidation de la Paix
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CIJ	Cour Internationale de Justice
CMA CGM	Compagnie maritime d'affrètement – Compagnie générale maritime
CNUCED	Conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le Développement
CNUMD	Convention des Nations-Unies sur le Droit de la Mer
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
COP	Conférence des Parties
CRM	Critical Raw Materials
DEA	Drug Enforcement Administration
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
FAO	Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds Monétaire International
Franc CFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
GAT	Groupes Armés Terroristes
GATT	Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce
GoGIN	Gulf of Guinea Inter-regional Network
HASSMAR	Haute Autorité chargée de la coordination de la sécurité maritime la sûreté maritime et de la protection de l'environnement marin (Sénégal).
IA	Intelligence Artificielle
IBSA	Inde-Brésil-Afrique du Sud
IDE	Investissement Direct Étranger
IFC	Information Fusion Center
IGAD	Autorité Intergouvernementale pour le Développement
INN (Pêche)	Illicite Non déclarée Non réglementée
IS	Etat Islamique (Daesh)
ITO	Information Technology Outsourcing
Interpol	Organisation Internationale de Police criminelle

LOGINK	National Transportation and Logistics Public Information Platform
MERCOSUR	Le Marché commun de l'Amérique du Sud
MICA	Maritime Information Cooperation & Awareness Center
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations-Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo
MSC	Med Shipping Company
MSIE	Management Stratégique et Intelligence Économique
NOMIC	Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication
NTI	Nouvelles Technologies de l'information
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement économiques
OCP	Office Chérifien des Phosphates
OCS	Organisation de Coopération de Shanghai
ODD	Objectifs de Développement Durable
OLM	Ordre Libéral du Monde
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONAEM	Organisme national chargé de l'action de l'Etat en mer (Togo)
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONU	Organisation des Nations-Unies
OPEP+	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OPV	Ocean Patrol Vessels
ORGP	Organisations Régionales de Gestion de la Pêche
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PAS	Plan d'Ajustement Structurel
PCNS	Policy Center for the New South
PCP	Politique Commune de la Pêche
PEV	Politique Européenne de Voisinage
PIB	Produit Intérieur Brut
QUAD	Quadrilateral Security Dialogue
RCEP	Partenariat régional économique global
RDC	République Démocratique du Congo
SADC	Communauté de Développement de l'Afrique australe
SDN	Société des Nations
SEPCIM AEMEC	Secrétariat Permanent du Comité Interministériel de l'Action de l'Etat en Mer
SIPRI	Institut International de recherche sur la paix de Stockholm
TNP	Traité de non-prolifération
TPP	Partenariat Transpacifique
UA	Union Africaine
UE	Union Européenne
UIT	Union Internationale des Télécommunications
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
USA	United States of America
UpM	Union pour la Méditerranée
VMS	Vessel Monitoring System
ZEE	Zones Economiques Exclusives
ZLE	Zone de Libre-échange

A propos d'HEC Center for Geopolitics

L'émergence d'une géopolitique de plus en plus complexe et le constat d'une géo-économie en plein bouleversement ont conduit le groupe HEC, en 2013, à créer le Centre HEC de Géopolitique. Il a pour objectif principal de sensibiliser et de former les dirigeants des secteurs privé et public aux nouveaux défis allant du risque pays à l'analyse prospective. Lieu de formation, de dialogue et de réflexion, ouvert aux responsables d'entreprise, décideurs politiques et experts internationaux, le Centre HEC de Géopolitique se veut un forum sur les enjeux géoéconomiques et géostratégiques qui déterminent un environnement international en constante mutation. Il vise à rendre la géostratégie et la géopolitique plus opérationnelles en servant de « trait d'union » entre le secteur privé, le secteur public et le monde académique, et en s'efforçant de faire dialoguer différentes disciplines et méthodologies.

www.hec.fr



A propos du Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 300 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.

www.policycenter.ma



Résumés

PARTIE I : MONDE POLYCENTRE: L'ENCHEVETREMENT DANS LES NOUVELLES RELATIONS INTERNATIONALES

INTRODUCTION - D'un monde multipolaire à une mondialisation fragmentée

Pr. Pascal Chaigneau

Le premier quart du XXI^e siècle est marqué par une résurgence des impérialismes territoriaux, illustrée par l'invasion russe en Ukraine, les tensions autour de Taïwan, l'Arménie, le Cachemire, et les revendications territoriales du Venezuela. Ces conflits témoignent de la fragmentation croissante de la mondialisation et de l'affaiblissement du multilatéralisme. Alors que le système onusien montre ses limites et que les BRICS s'élargissent, un nouvel ordre mondial semble de plus en plus nécessaire. L'émergence du Sud global, l'alliance des autocraties et la crainte américaine d'une dédollarisation renforcent cette dynamique. La montée du protectionnisme et des sanctions économiques, couplée aux tensions technologiques, notamment dans l'Intelligence artificielle, exacerbent cette fragmentation. Le monde multipolaire d'aujourd'hui devient polycentré, avec des centres de pouvoir enchevêtrés et interconnectés. Dans ce contexte, l'affaiblissement des mécanismes de régulation et la montée des crises de faible intensité posent des défis majeurs à l'ordre mondial actuel.

I. GUERRE ET PAIX DANS UN MONDE POLYCENTRÉ

Le Sommet de l'avenir, revitalisation du multilatéralisme ou résignation au statu quo

Mohammed Loulichki

Les 22 et 23 septembre 2024, l'Assemblée générale des Nations Unies tiendra un « Sommet de l'avenir », afin de tenter de réengager les États membres pour relever les défis de la pauvreté, des conflits, du développement durable, du changement climatique et de l'Intelligence artificielle et, en même temps, relancer

le multilatéralisme pour le rendre plus inclusif et plus efficace. Le Sommet produira trois documents : un Pacte pour l'avenir, une Déclaration sur les générations futures et un Pacte numérique, chacun comportant un certain nombre d'actions spécifiques. En plus de la réaffirmation des engagements souscrits par les États membres conformément à la Charte des Nations Unies, le Sommet est appelé, entre autres, à adopter des actions en faveur du financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), de la réforme du Conseil de sécurité et des Institutions financières internationales et de la mise de l'Intelligence artificielle au service du développement, tout en limitant ses risques. La mise en œuvre de ces actions dépend de la volonté politique des États, de leur capacité financière à faire face aux attentes de leurs propres populations mais aussi de l'environnement international. Or, ce dernier, marqué par les antagonismes et les rivalités entre les puissances, ne paraît pas propice à des compromis et à des ententes susceptibles de faire réussir le Sommet et d'inverser la dynamique du multilatéralisme.

Le « Nouvel agenda pour la paix » et les tentatives de modernisation des cadres multilatéraux de gestion et de prévention des conflits

Oussama Tayebi

Le « Nouvel agenda pour la paix », publié par l'ONU en 2023 sur l'initiative du Secrétaire général António Guterres, vise à moderniser les cadres multilatéraux pour la gestion des conflits et la sécurité mondiale. Face à un contexte international fragmenté et marqué par la montée des tensions géopolitiques, l'Agenda propose une refonte du multilatéralisme. Il met l'accent sur trois principes fondamentaux : la confiance entre États, la solidarité dans l'action multilatérale, et l'universalité des engagements. Parmi les recommandations figurent l'élimination des armes nucléaires, le renforcement de la diplomatie préventive, et une plus grande collaboration avec les organisations régionales, comme l'Union africaine. Guterres appelle également à intégrer les enjeux climatiques et technologiques dans les politiques de paix et de sécurité. Bien que salué pour son ambition, cet agenda fait face à des résistances, et reste principalement un document d'orientation, limité par l'absence de mécanismes concrets de mise en œuvre.

Les classes moyennes américaines s'invitent dans la mondialisation

Jeremy Ghez

Depuis 2006, la politique étrangère américaine a suivi une trajectoire continue, quel que soit le président en fonction, avec un recentrage progressif sur les intérêts des classes moyennes. La désindustrialisation, la montée en puissance de la Chine et la crise climatique sont identifiées comme des défis majeurs, particulièrement pour les classes moyennes situées dans des États clés comme le Wisconsin, le Michigan et la Pennsylvanie. Ces enjeux sont devenus centraux dans les élections récentes, influençant la politique de Washington. L'Administration Biden a adopté une approche axée sur la revitalisation de l'industrie nationale, la transition écologique et la réduction des inégalités, tout en maintenant une politique étrangère protectionniste. Le "friend-shoring", visant à sécuriser les chaînes d'approvisionnement avec des partenaires stratégiques, en est un exemple. Cette politique, bien qu'influencée par des préoccupations électorales, pourrait constituer une feuille de route durable, selon les priorités des classes moyennes à l'approche de l'élection présidentielle de 2024.

Vellétés d'empires et abcès de fixation

Jacques Gravereau

Les vellétés impérialistes persistent à travers l'histoire, et se manifestent aujourd'hui dans plusieurs régions stratégiques. Les grands empires, loin d'être de simples nations, imposaient leurs règles sur des territoires périphériques. Ces dynamiques se retrouvent dans des conflits contemporains, où des États autoritaires cherchent à raviver ou maintenir leur influence sur des « marches » historiques. L'Ukraine, l'Arménie, le Cachemire et Taïwan sont des exemples frappants de cette logique. L'invasion de l'Ukraine par la Russie montre la nostalgie impériale de Moscou, tandis que l'Arménie continue de subir les répercussions des rivalités régionales et historiques avec l'Azerbaïdjan. Au Cachemire, l'Inde, le Pakistan et la Chine s'affrontent dans un conflit latent depuis la partition de 1947. Enfin, Taïwan, objet de fixation pour la Chine, est au cœur d'un enjeu géopolitique crucial en Asie. Ces abcès de fixation géopolitiques témoignent de la résurgence des ambitions impérialistes, souvent nourries par des réinterprétations historiques.

II. LE SUD, LES PUISSANCES ÉMERGENTES ET LA VOIE VERS UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

La Russie, accoucheuse d'un monde polycentrique ?

Florent Parmentier

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, la Russie a cherché à redéfinir sa place dans le monde. Sous l'influence de personnalités comme Evgueny Primakov, puis Vladimir Poutine, Moscou a adopté une politique multipolaire, cherchant à contrer l'hégémonie occidentale. Le concept d'un monde polycentrique, où plusieurs pôles de pouvoir coexistent, est devenu central dans la doctrine russe, avec la création de blocs comme les BRICS ou l'Organisation de Coopération de Shanghai. En 2024, la doctrine de Sergueï Karaganov renforce cette vision, opposant le « milliard doré » de l'Occident à une « majorité mondiale ». Toutefois, les ambitions de la Russie sont freinées par des limites économiques et démographiques. Bien que militairement puissante et riche en ressources, sa capacité à instaurer un nouvel ordre mondial est incertaine. Pour réussir, Moscou devra surmonter ces défis internes tout en développant des institutions alternatives et en consolidant ses alliances internationales.

Le nouveau rôle des pays intermédiaires

Thierry Garcin

Les pays intermédiaires, autrefois classés comme « émergents », jouent aujourd'hui un rôle clé dans les relations internationales. Leur définition reste ambiguë, mais ces nations, comme le Brésil, l'Indonésie ou le Mexique, se démarquent par leur influence croissante. Elles se distinguent par une dynamique économique, des ressources naturelles ou une stabilité politique relative, bien que cette stabilité soit souvent fragile, minée par des conflits internes ou des relations régionales tendues. Ces pays sont fréquemment marqués par des inégalités sociales et démographiques massives, créant des défis économiques et politiques complexes. En outre, l'attraction de ces États vers des puissances comme la Chine ou la Russie reflète une volonté d'échapper à la domination occidentale, tout en adoptant des positions contradictoires selon leurs intérêts économiques et politiques. Cette flexibilité stratégique mène à des alliances opportunistes, dissociant souvent commerce et politique étrangère. Cette réalité multiforme annonce un avenir incertain pour le multilatéralisme et renforce le pragmatisme bilatéral dans la diplomatie mondiale.

Le Sud (global) n'est plus le Tiers-monde

Fathallah Oualalou

Le concept de Sud global, héritier du Tiers-monde, a émergé dans un contexte où les pays du Sud tentent désormais d'influencer la mondialisation. Contrairement à la marginalité économique du Tiers-monde, le Sud global a gagné en influence, soutenu par la montée des puissances émergentes telles que la Chine et l'Inde. Les BRICS, élargis en 2022, symbolisent ce tournant. Ces nations revendiquent une gouvernance mondiale plus juste, remettant en question les structures dominées par l'Occident, comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. La guerre en Ukraine et le conflit israélo-palestinien ont révélé l'unité du Sud global autour de la justice, notamment la solution des deux États pour la Palestine. Face aux défis mondiaux, tels que le changement climatique et les inégalités économiques, ce « Poly Sud » se positionne comme un acteur majeur, naviguant entre des alliances stratégiques avec l'Occident et des partenariats renforcés avec la Chine et la Russie, tout en affirmant son indépendance politique et économique.

Que reste-t-il de l'ordre libéral du monde ?

Dominique Bocquet

L'Ordre libéral du monde (OLM), instauré après la Seconde Guerre mondiale, prône des relations internationales fondées sur des règles et la paix, notamment via la Charte des Nations Unies. Toutefois, cet ordre est aujourd'hui remis en cause par des acteurs comme la Russie, la Chine, et les pays du Sud global, qui considèrent cet ordre comme biaisé en faveur de l'Occident. Les tensions géopolitiques, illustrées par la guerre en Ukraine et les crises de Gaza, révèlent un affaiblissement des principes de cet ordre, souvent perçu comme appliquant des « deux poids, deux mesures ». Cependant, l'OLM n'a jamais été complètement réalisé, étant continuellement confronté à des défis comme le bloc soviétique durant la guerre froide. Aujourd'hui, la montée des régimes autoritaires et le rejet des valeurs libérales compliquent davantage sa pérennité. Malgré cela, certaines institutions et acquis de cet ordre, comme les Organisations internationales et les progrès démocratiques, demeurent des éléments structurants du système international.

PARTIE II : L'ATLANTIQUE EURO-AFRICAIN : QUEL RÔLE POUR CE CORRIDOR DANS LA COOPÉRATION ENTRE LES DEUX CONTINENTS ?

INTRODUCTION - L'Atlantique au secours de la Méditerranée dans les relations euro-africaines

Abdelhak Bassou

La géographie influence de manière décisive les relations internationales, et l'Atlantique présente un potentiel stratégique sous-exploité dans les relations euro-africaines. Traditionnellement, la Méditerranée a été au cœur des échanges entre les deux continents, avec des processus comme le Partenariat Euro-Méditerranéen et l'Union pour la Méditerranée. Cependant, cet espace est entravé par des conflits, des rivalités régionales et des instabilités. L'Atlantique, au contraire, est un couloir plus vaste et relativement pacifique reliant l'Europe et l'Afrique. Il offre des opportunités en matière de sécurité, de commerce, de migration et d'énergie. Le développement des infrastructures portuaires, la gestion durable des ressources maritimes et la coopération énergétique sont des secteurs clés à explorer. L'initiative marocaine pour l'Afrique Atlantique (PEAA) pourrait renforcer cette dynamique en créant une structure institutionnalisée, facilitant ainsi une coopération plus équilibrée et efficace entre l'Europe et l'Afrique via l'Atlantique.

I. GÉOPOLITIQUE DE L'ATLANTIQUE EURO-AFRICAIN

Le corridor euro-africain : enjeux stratégiques et sécuritaires

Alain Oudot de Dainville

Le corridor euro-africain est crucial pour le développement et la sécurité en Afrique, car il permet de connecter les pays africains aux circuits commerciaux mondiaux. L'Afrique, dotée d'une façade maritime stratégique, doit moderniser ses infrastructures portuaires et énergétiques pour tirer pleinement parti de ces échanges. Des projets majeurs, comme le gazoduc Nigeria-Maroc et le développement du port de Tanger Med, témoignent de cette dynamique. Par ailleurs, le développement des infrastructures numériques, notamment avec des câbles sous-marins, est essentiel pour accélérer la croissance du continent. Cependant, les défis sécuritaires, notamment la piraterie dans le

golfe de Guinée et les instabilités politiques au Sahel, continuent de menacer la prospérité. L'Europe, en tant que partenaire historique, a un rôle clé à jouer dans le co-développement et la sécurisation de ce corridor, avec un soutien aux infrastructures et une coopération renforcée dans la lutte contre les menaces maritimes et terrestres.

Hydrocarbure, renouvelables et hydrogène : avenir prometteur du corridor atlantique

Eugène Berg

Le corridor énergétique euro-africain atlantique, soutenu par des découvertes récentes de ressources en Afrique de l'Ouest, s'annonce comme un levier majeur de développement pour l'Europe et l'Afrique. Ce corridor, dont le Maroc est un hub clé, en raison de sa position géographique stratégique, devrait permettre à l'Afrique de devenir un acteur crucial de l'énergie, tant fossile que renouvelable. Avec un potentiel en hydrocarbures, en énergies solaires et éoliennes, ainsi qu'en hydrogène vert, le continent africain dispose d'atouts considérables. La coopération Afrique-Europe est essentielle pour maximiser ces ressources, surtout avec l'émergence de technologies facilitant l'exportation des énergies renouvelables. Cependant, des investissements massifs sont nécessaires, notamment pour les infrastructures et l'industrialisation locale. Le défi pour l'Afrique sera d'éviter les erreurs du passé, en s'assurant que les revenus énergétiques profitent réellement à ses populations et ne soient pas dilapidés. Cette opportunité historique pourrait transformer le continent en un centre de production énergétique vert global.

L'Atlantique euro-africain : à la recherche de voies innovées pour un partenariat euro-africain viable

Mounia Boucetta

Les transitions sociale, énergétique et numérique redéfinissent les relations euro-africaines, particulièrement au niveau de la façade atlantique. L'Afrique, riche en ressources naturelles et en capital humain, reste freinée par des contraintes structurelles. Pourtant, des opportunités émergent avec la montée des investissements dans les énergies renouvelables et l'hydrogène vert, surtout dans le cadre du partenariat RepowerEU. L'Afrique pourrait devenir un fournisseur clé d'énergies vertes pour l'Europe. De plus, la diaspora africaine en Europe constitue un capital social important, facilitant les échanges culturels et

économiques entre les continents. En matière numérique, l'Afrique présente un potentiel croissant en tant que fournisseur de services IT et BPO pour l'Europe. Les deux continents doivent renforcer leur coopération pour développer des infrastructures adaptées, faciliter les flux de données et promouvoir des partenariats innovants, intégrant les nouvelles technologies pour une croissance durable et inclusive.

II. POTENTIELS ÉCONOMICOPOLITIQUES DE L'ATLANTIQUE EURO-AFRICAINE

Le minier comme nouveau de la coopération Afrique-UE

Anne-Sophie Raujol

Le secteur minier africain représente une opportunité stratégique pour revitaliser la coopération entre l'Union européenne (UE) et les États africains du littoral atlantique. Alors que la transition énergétique mondiale accroît la demande en minerais critiques, tels que le lithium, le cobalt et le cuivre, l'Afrique, riche en ressources, tente de moderniser et d'optimiser son secteur extractif. Cependant, des défis sécuritaires, notamment liés aux groupes armés terroristes, menacent l'exploitation minière dans certaines régions. L'UE, face à une dépendance accrue vis-à-vis des importations de minerais, cherche à renforcer ses partenariats avec l'Afrique dans le cadre de sa stratégie "Critical Raw Materials Act". Cette coopération pourrait générer des bénéfices pour les deux continents, à condition que les États africains développent leurs capacités locales de transformation et que l'UE adopte une approche inclusive, centrée sur la formation et l'emploi local. Malgré les contraintes socio-politiques et économiques, le potentiel pour une nouvelle ère de coopération euro-africaine dans le domaine minier est prometteur.

Pêche et ressources halieutiques : atouts, géopolitique et défis pour l'axe euro-africain

Emmanuel Véron

La pêche et les ressources halieutiques jouent un rôle crucial dans l'économie mondiale, en particulier pour les pays riverains de l'Atlantique. L'axe euro-africain, riche en biodiversité marine, est soumis à une pression accrue due à la surpêche et à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), notamment en Afrique de l'Ouest. Les accords de pêche entre l'Union européenne (UE) et les

pays africains ont permis de réguler les captures, mais la pêche INN, notamment par des acteurs extrarégionaux, comme la Chine, pose de graves menaces pour les écosystèmes et les économies locales. La Chine, devenue un acteur dominant dans l'Atlantique, exploite massivement les ressources halieutiques africaines, exacerbant les déséquilibres socio-économiques et environnementaux. Face à cette situation, il est crucial de renforcer la coopération euro-africaine et les systèmes de surveillance maritime, d'améliorer la gouvernance, et de promouvoir des technologies de rupture pour protéger durablement ces ressources.

Atlantique-Méditerranée : un corridor historique et résilient

Henri-Louis Védie

Le corridor Atlantique-Méditerranée, reliant l'océan Atlantique à la mer Méditerranée via le détroit de Gibraltar, est un point de passage stratégique entre l'Afrique et l'Europe. Son importance s'est accrue avec l'ouverture du canal de Suez en 1869, qui a ajouté une connexion à la mer Rouge, facilitant ainsi le commerce entre l'Asie, l'Europe et l'Afrique. Ce corridor historique a montré une grande résilience, grâce à ses avantages en termes de réduction des distances maritimes et à son rôle clé dans la mondialisation des échanges. En 2024, le canal de Suez représente environ 15 % du commerce maritime mondial. De plus, la façade atlantique africaine, avec une population croissante, présente un fort potentiel de développement. Toutefois, des défis politiques, notamment les tensions au Moyen-Orient, continuent de menacer sa stabilité. Malgré cela, le corridor reste essentiel pour le commerce mondial, bénéficiant à des puissances comme la Chine et l'Inde.

Un 3+3 euro-africain en Atlantique : renforcer le 5+5 méditerranéen

Abdelhak Bassou

Le minilatéralisme, approche flexible et rapide de la coopération internationale, s'avère efficace pour relever des défis communs entre un petit nombre d'États. Inspiré du Dialogue 5+5 méditerranéen, ce concept est proposé pour renforcer la coopération euro-africaine dans l'espace atlantique, en créant un forum « 3+3 » réunissant l'Espagne, la France, le Portugal, le Maroc, la Mauritanie et le Sénégal. Ce cadre permettrait de répondre aux enjeux sécuritaires, économiques et migratoires de la région tout en renforçant les relations entre ces pays atlantiques. Les infrastructures portuaires et énergétiques, ainsi que la gestion

des ressources naturelles et la sécurité régionale, seraient au cœur de cette coopération. Le forum pourrait servir de base à une plus grande collaboration transatlantique, en créant un espace de développement partagé, axé sur la lutte contre le terrorisme, la gestion des flux migratoires et le développement des énergies renouvelables.

Les Dialogues Stratégiques, fruit d'une collaboration entre le HEC Center for Geopolitics et le Policy Center for the New South, constituent une plateforme d'échanges biannuelle dédiée à l'analyse des grandes tendances mondiales et des problématiques régionales qui lient l'Europe et l'Afrique. Réunissant praticiens, décideurs, universitaires et représentants des médias, cet espace de réflexion permet de décoder les transformations en cours et de proposer des réponses aux défis contemporains.

Cette publication est le résultat de la 16e édition des Dialogues Stratégiques, organisée le 17 mai 2024, où ont été présentés et débattus 16 Chapitres autour de deux thématiques majeures : « Monde polycentré : l'enchevêtrement dans les nouvelles relations internationales » et « L'Atlantique euro-africain : quel rôle pour ce corridor dans la coopération entre les deux continents ? ».

Dans un contexte de transition géopolitique marqué par l'émergence d'un monde multipolaire, ces chapitres analysent les nouvelles dynamiques de pouvoir, en particulier l'importance croissante du corridor euro-africain comme axe stratégique de coopération. Il met en lumière l'impact des tensions géopolitiques, des réaménagements énergétiques et des défis sécuritaires sur la stabilité internationale et la souveraineté des États. En proposant une analyse transversale, ce recueil éclaire les trajectoires possibles pour une gouvernance multilatérale repensée et des partenariats renouvelés entre les deux rives de l'Atlantique.



POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH
Rabat, Maroc
www.policycenter.ma

HEC CENTER FOR GEOPOLITICS
Paris, France
www.hec.fr